

Unité départementale de l'Ain
23, rue Bourgmayer
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 04 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYTRAIVAL

Saint-Martin

01140 SAINT-ETIENNE-SUR-CHALARONNE

Références : 20260219-RAP-S53

Code AIOT : 0010100131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 février 2026 dans l'établissement SYTRAIVAL implanté lieu-dit Saint-Martin à SAINT-ETIENNE-SUR-CHALARONNE.

L'inspection a été annoncée le 10 février 2026.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYTRAIVAL ;
- Saint-Martin – 01140 SAINT-ETIENNE-SUR-CHALARONNE ;
- Code AIOT : 0010100131 ;
- Régime : Autorisation ;
- Statut Seveso : Non Seveso ;
- IED : Oui.

Le site de SAINT-ETIENNE-SUR-CHALARONNE est autorisé depuis le 04 novembre 2016 à exploiter :

- une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) jusqu'au 31 décembre 2028 ;
- une plate-forme de broyage de déchets encombrants ;
- un quai de transfert des déchets ménagers collectés sur le territoire du SMIDOM Veyle-Saône ;
- une plate-forme de mise en balles des ordures ménagères résiduelles et leur stockage temporaire en attente d'une évacuation vers l'usine de valorisation énergétique de Villefranche-sur-Saône ;
- une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) jusqu'au 04 novembre 2029 ;
- une installation de stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante liée jusqu'au 31 décembre 2025 (aucun casier en exploitation actuellement).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai ⁽¹⁾
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Article 7.2.3 de l'Arrêté Préfectoral du 04/11/2016	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai ⁽¹⁾
6	Surveillance des eaux souterraines	Article 24 de l'Arrêté Ministériel du 15/02/2016	Demande d'action corrective	3 mois
7	Saisies GIDAF et GERP	Articles 9.3.1 et 9.4.1 de l'Arrêté Préfectoral du 04/11/2016	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel	Article R.541-48-3 du code de l'environnement	Demande d'action corrective
2	Suivi des déchets	Article 32 de l'Arrêté Ministériel du 15/02/2016	/
4	Emissions de poussières	Article 8.4.12 de l'Arrêté Préfectoral du 04/11/2016	/
5	Rejets aqueux pluviaux	Articles 4.3.12 et 9.2.3.1 de l'Arrêté Préfectoral du 04/11/2016	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées relève la maîtrise, par l'exploitant, des prescriptions réglementaires s'appliquant à son établissement et une bonne gestion des déchets entrants.

Toutefois, la visite du site a permis de constater le non-respect de certaines prescriptions réglementaires applicables (cf. constats n°3, 6 et 7).

Compte-tenu des engagements de l'exploitant, considérant que les non-conformités constatées n'entraînent ni impact sur l'environnement, ni danger et qu'elles sont remédiables facilement, l'inspection des installations classées ne propose pas, à ce stade, de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel

Référence réglementaire : article R.541-48-3 du code de l'environnement
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 07/05/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite qui avait été actée : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises.</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les résultats des caractérisations menées en août 2025 sur les apports de ses adhérents (partie ISDND).</p> <p>Il indique que ces caractérisations ont été réalisées sur les apports de déchets bruts, c'est-à-dire avant le tri pour valorisation en production de chaleur.</p> <p>Il précise que seuls les refus de tri sont enfouis et qu'en 2025 seulement 172 tonnes de déchets ont été enfouis sur les 4225 tonnes reçues.</p> <p>Au vu des résultats des caractérisations et de la fraction des déchets caractérisés enfouie, l'inspection des installations classées constate que la fraction de déchets valorisables enfouie est conforme aux seuils fixés au I de l'article R.541-48-3 du code de l'environnement.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas de remarque à formuler sur point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Suivi des déchets

<p>Référence réglementaire : article 32 de l'Arrêté Ministériel du 15/02/2016</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité).</p> <p>En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> — le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ; — la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre numérique d'admission des déchets (en lien avec les bons de pesée réalisés à chaque arrivée d'un chargement).</p>

<p>L'exploitant indique qu'il réalise avant le déchargement des camions un contrôle visuel du contenu. En cas de non-conformité du chargement, le chargement est refusé. Si le volume de déchets non-conforme est faible, l'exploitant effectue un tri et accepte partiellement le chargement (les refus sont rechargés).</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection des installations classées que le nombre de fiches d'anomalies (fiche de refus de déchets) est stable malgré les actions de pédagogie développées vers ses adhérents.</p> <p>Il explique que depuis le début de l'année les fiches d'anomalies concernent essentiellement des déchets de la filière « bâtiment » (notamment la laine minérale) car l'éco-organisme retenu rencontre des difficultés pour équiper les déchetteries en bennes de récupération.</p> <p>L'inspection des installations classées ne constate pas la présence de déchets non-valorisables dans les casiers dédiés à l'ISDND et à l'ISDI.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas de remarque à formuler sur ce point.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : article 7.2.3 de l'Arrêté Préfectoral du 04/11/2016
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; — de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 ; — du bassin nommé EP1 d'une capacité 567 m³ dont 259 m³ réservé en eau d'extinction incendie ; — une réserve souple de 240 m³ équipée d'un poteau d'aspiration est située à proximité immédiate de la plate-forme de stockage des balles d'ordures ménagères et de broyage des encombrants ; — les aires de mise en aspiration sont au nombre de deux par réserve incendie (1 par volume de 120 m³). L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; — d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant remet à l'inspection des installations classées le compte-rendu de contrôle des extincteurs en date du 06/01/2026.</p> <p>L'inspection des installations classées constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la conformité des extincteurs ; • le bon état de remplissage de la citerne souple de 240 m³ ; • le remplissage incomplet du bassin EP1.

<p>L'exploitant indique que, puisque le bassin sert de réserve d'eau incendie et à la récupération des eaux pluviales, il a été partiellement vidangé pour éviter les débordements suite aux précipitations des dernières semaines. Cette vidange a permis une remontée de nappe sous la bâche étanche du bassin, ce qui provoque une hausse du fond de bassin et empêche le remplissage du bassin au niveau minimal réglementaire de 259 m³.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui fournir, sous un délai maximal de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la justification du retour à la normale pour le bassin (présence minimale de 259 m³ d'eau) ; • un protocole de mesure garantissant le respect du niveau minimum dans le bassin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 4 : Emissions de poussières

Référence réglementaire : article 8.4.12 de l'Arrêté Préfectoral du 04/11/2016
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.</p> <p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est inclus au plan de surveillance.</p> <p>Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008).</p> <p>Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.</p> <p>Le plan de surveillance est transmis sous 6 mois à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m²/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>

Constats :

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées le rapport annuel des mesures des retombées atmosphériques (mesures de poussières) en date du 18/11/2025.

L'inspection des installations classées constate le respect des valeurs limites d'émissions prescrites.

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets aqueux pluviaux

Référence réglementaire : articles 4.3.12 et 9.2.3.1 de l'Arrêté Préfectoral du 04/11/2016

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1 (Concentration maximale en mg/l)
MEST (matières en suspension)	1305	< 100
COT	1841	< 70
DCO	1314	< 300
DBO5	1313	< 100
Azote global	1551	< 30
Phosphore total	1350	<10
Indice phénols	1440	< 0,1
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) dont :	9918	< 15
Chrome hexavalent	1371	< 0,1
Cadmium	1388	< 0,2
Plomb	1382	< 0,5
Mercure	1387	< 0,05
Arsenic	1369	< 0,1
Fluor et ses composés (en F)	7073	< 15
Cyanures libres	1084	< 0,1

Hydrocarbures totaux	7008	< 10
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1108	< 1

Fréquence trimestrielle

Constats :
L'exploitant remet à l'inspection des installations classées une synthèse des résultats des analyses mensuelles sur les rejets des eaux pluviales réalisées en 2025.
L'inspection des installations classées constate que les paramètres et les valeurs limites d'émissions associées analysés sont conformes aux prescriptions.

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : article 24 de l'Arrêté Ministériel du 15/02/2016
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> — physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO²⁻, NO³⁻, NH⁴⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ; — paramètres biologiques : DBO₅ ; — paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ; — autres paramètres : hauteur d'eau. <p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement.</p> <p>Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.</p> <p>En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.</p> <p>Constats : L'exploitant remet à l'inspection des installations classées le rapport des campagnes de mesures 2025 et le tableau de suivi pluri-annuel des mesures réalisées sur les eaux souterraines.</p>

L'inspection des installations classées constate :

- le respect de la fréquence des mesures ;
- le respect de la liste des paramètres physico-chimiques, biologiques, bactériologiques et hauteur d'eau ;
- l'absence de mesure sur le piézomètre PZ4 lors de la campagne d'octobre 2025 à cause d'une dégradation de l'ouvrage (selon le rapport « celui-sempble se courber ne permettant pas le passage d'une pompe grande profondeur ou d'un préleveur à usage unique ») ;
- une augmentation significative de la teneur en manganèse (Mn) sur les piézomètres PZ1, PZ2 et PZ3 lors de la campagne de mesures « nappe basse » d'octobre 2025 (teneurs mesurées importantes depuis mars 2024 sur PZ1) :

Teneur Mn exprimée en µg/l	Mars 2024	Mars 2025	Octobre 2025
PZ1 (amont)	1800	5850	30 000
PZ2 (amont)	3,15	12,8	3400
PZ3 (aval)	0,97	10,5	6110
PZ4 (aval)	110	64,8	absence de mesure

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de remplacer l'ouvrage piézométrique PZ4 sous un délai maximal de 3 mois.

Elle rappelle à l'exploitant que ces travaux nécessitent les déclarations administratives associées :

- déclaration au titre du code de l'environnement(rubrique IOTA 1.1.1.0) : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R62929> ;
- déclaration unifiée pour les ouvrages souterrains (DUPLOS) au titre du code minier : <https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/R66079> .

À la suite d'une demande de l'inspection des installations classées relative aux analyses quinquennales de la radioactivité par spectrométrie gamma, l'exploitant répond qu'il n'a jamais procédé à ce type d'analyse.

Il indique qu'il procédera à ces analyses lors de la prochaine campagne de suivi des eaux souterraines (mars 2026).

L'inspection des installations classées prend acte de cet engagement et demande à l'exploitant de lui communiquer les résultats dans un délai maximal de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Délai : 3 mois

N° 7 : Saisies GIDAF et GERE

Référence réglementaire : articles 9.3.1 et 9.4.1 de l'Arrêté Préfectoral du 04/11/2016
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : <u>Article 9.3.1 :</u> Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes) <u>Article 9.4.1 :</u> L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente : <ul style="list-style-type: none">• des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.• de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considérée émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances précisées à l'article 9.2.2.
Constats : L'inspection des installations constate l'absence des déclarations GIDAF pour le suivi des eaux souterraines en 2025 et des rejets aqueux (lixiviats et eaux de ruissellement) depuis octobre 2024. L'exploitant indique qu'il va régulariser la situation rapidement. L'inspection des installations classées prend acte de l'engagement de l'exploitant et lui demande de saisir les données GIDAF manquantes sous un délai maximal de 3 mois. Les déclarations GERE au titre de l'année 2024 ont été réalisées. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les déclarations GERE au titre de l'année 2025 doivent être saisies avant le 01/04/2026. L'inspection des installations classées n'a pas d'autre remarque à formuler sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 3 mois